

Ouvriers, bureaucrates, capital.

Lecture critique de *Ouvriers et bureaucrates* de Z.M. Kowalewski.

Dans le [numéro de mai-juin 2021](#) de la revue *Inprecor* figure un important article de Zbigniew M. Kowalewski, *Ouvriers et bureaucrates. Comment les rapports d'exploitation se sont formés et ont fonctionné dans le bloc soviétique*. La portée de cet article, qui, appuyé sur une importante érudition en plusieurs langues, tente de présenter une analyse globale de ce que furent l'URSS et ses satellites, problème qui constitue le nœud du XX^e siècle et qui pèse sur le XXI^e, combinée à la place historique de cette revue de qualité, dont le titre remonte à la III^e Internationale et qui paraît sous la responsabilité du courant qui constitue la prolongation organisationnelle de la IV^e Internationale telle qu'elle fut reconstituée en 1944-1948 et recomposée partiellement en 1962, confèrent une importance particulière à ce travail de fond, qui mérite d'être connu et discuté. Tel est bien sûr l'intention du présent article.

Le parcours historique.

L'article de Z.M. Kowalewski commence par examiner les différentes époques de l'URSS et du bloc soviétique par des sortes de zooms sur tel ou tel moment (pp. 35-53).

Vers 1920.

Concernant les débuts de l'URSS, il met en évidence la fracture opposant en 1920 l'appareil d'État (et son personnel : les bureaucrates, donc), et la paysannerie (l'alliance militaire entre rouges et paysans dans la guerre civile n'ayant pas évolué, bien au contraire, en alliance économique), et surtout la classe ouvrière, qui se retrouve à la fois affaiblie physiquement et socialement, et dessaisie de tout pouvoir direct effectif. Cet aspect est mis en évidence par plusieurs citations frappantes d'**Alexandre Chliapnikov**, dirigeant bolchevik clef jusqu'en 1918 puis principal opposant à Lénine en 1920, à la tête de l'Opposition ouvrière avec Alexandra Kollontaï.

Lénine apparaît ici vraiment comme le dirigeant autoritaire, arc-bouté sur l'État, méfiant envers la spontanéité prolétarienne, considérant la grande production et les machines comme la base du développement nécessaire, et situant donc le caractère « prolétarien » du régime dans l'État et dans la grande production, mais pas, ou plus, dans la classe ouvrière elle-même, tout en se posant de graves questions par devers lui, sur Thermidor c'est-à-dire sur la mort de la révolution, sur la possibilité d'un Thermidor à froid, et même sur la possibilité selon laquelle « *les Jacobins ouvriers* » - lui - étaient peut-être bien en train de se « *thermidoriser eux-mêmes* ».

Les rapports d'opposition entre État et classe ouvrière – entre ouvriers et bureaucrates – qui émergent de la guerre civile et du « communisme de guerre » ne sont nullement estompés, bien au contraire, par le passage à la NEP.

L'impression donnée par cette présentation est forte, mais l'analyse descriptive de l'évolution de la Russie soviétique dans ces dures années demanderait à être envisagée sur l'ensemble de la période.

La révolution d'Octobre a vu réellement une unité d'action et d'aspirations entre la classe ouvrière, une grande partie de la paysannerie et les bolcheviks, et les soviets furent une réalité et pas un mythe. Mais

le noyau des critiques d'A. Chliapnikov fut déjà formulé au printemps 1918, juste après la signature du traité de Brest-Litovsk, par le courant (initialement majoritaire dans le parti bolchevik) qui s'y était opposé.

Ce débat doit être distingué de celui qui a porté sur le traité lui-même. C'est alors que Lénine tourne par rapport à *l'État et la Révolution* : il ne veut plus que la « cuisinière » dirige l'État, mais il prône la verticale du pouvoir, vantant les trusts à l'allemande et le « capitalisme d'État » comme étape vers le socialisme, par opposition au laisser-aller « petit-bourgeois » des ouvriers et des paysans. Et c'est alors que, dans la revue *Kommunist*, des militants comme Ossinsky posent la question de ce que devrait être le point de vue prolétarien dans l'organisation du travail lui-même, opposé à la reproduction de tous les rapports de domination propres au salariat. L'entrée dans la guerre civile « dépasse », en la faisant avorter, la controverse : le pouvoir prolétarien semble passer des soviets, atrophies, à l'armée.

La perte de confiance dans les masses, si frappante chez le Lénine du printemps 1918, visait à la fois la paysannerie et le prolétariat ouvrier. Il faut **prendre le blé**, répète Lénine et répètent après lui bien des historiens pour expliquer ou justifier le prétendu « communisme de guerre ». En fait, la « prise du blé » comme rapport dominant de l'État rouge avec les paysans, conjuguée à la rapide reproduction de rapports de domination nationale envers notamment les Ukrainiens (peuple paysan), a failli faire perdre la guerre civile aux rouges (printemps 1919), et ne leur a pas procuré le blé tant désiré, loin s'en faut.

Après les mencheviks partisans de la défense de la Russie rouge, Trotsky fut le premier à proposer un tournant en la matière (le retour aux échanges marchands à la campagne, qui n'avaient d'ailleurs jamais cessé sous la forme du marché noir), mais la fermeture totale de l'appareil du parti-État sur ce point le conduisit à sauter de l'autre côté du cheval avec les « armées du travail » (printemps 1920), théorisant même que la fin de la liberté du travail serait la première étape de l'abolition du salariat !

A partir de Brest-Litovsk et de la crise de l'approvisionnement au printemps 1918, un fil conducteur du positionnement qu'est de plus en plus celui de l'État soviétique comme en surplomb et en opposition avec les plus larges masses, outre les tendances à négliger les formes juridiques de la démocratie propres à l'héritage historique russe, est donc bien cette approche antagonique de la paysannerie en termes de prélèvements forcés, conjuguée à la question nationale notamment en Ukraine, et ces problèmes précèdent largement (et conditionnent) le débat de 1920. Sauf les communistes indépendantistes ukrainiens, et la brève « ouverture » de Trotsky sur le relâchement de la contrainte début 1920, l'ensemble des courants et des personnalités impliqués dans les polémiques de ces années (Lénine, Trotsky, Boukharine, l'Opposition ouvrière, les décistes ...), ont fait l'impasse sur cette question centrale, jusqu'au revirement de la NEP vécu comme évident mais contraint.

Les éléments d'une crise entre la paysannerie et la classe ouvrière, d'un côté, et l'appareil d'État pourtant largement issu des soviets et du mouvement ouvrier, de l'autre côté, étaient donc présents **depuis le printemps 1918**, bien que moins gravement qu'en 1920. L'entrée dans la guerre civile et le « communisme de guerre » ont d'abord donné une sorte d'issue, dans l'urgence, aux contradictions montantes, puis en sont devenus le principal facteur. La catastrophe ukrainienne du printemps 1919, rétrospectivement, apparaît comme un signal d'alerte majeur – aggravé par le fait que ceci n'a justement guère été réalisé sur le coup par les bolcheviks.

La question doit être posée : le « communisme de guerre » c'est-à-dire les réquisitions, était-il réellement la seule méthode possible de gouvernement ?

Z. Kowalewski estime a minima, comme beaucoup d'auteurs, qu'il a pour le moins été prolongé un an de trop (l'agression de Pilduski y ayant contribué, ajouterai-je), d'où Cronstadt, certes non soutenu par les ouvriers de Petrograd pourtant eux-mêmes très mécontents, comme il le rappelle.

Alors, Thermidor : quand ?

Z. Kowalewski rappelle que, rétrospectivement, Léon Trotsky dans *État ouvrier, Thermidor et bonapartisme*, en 1935, date « Thermidor » de **1924**. Mais qu'est-ce que Thermidor ? C'est le fait que les intérêts prolétariens ne dirigent plus l'État, fut-ce indirectement. Toutefois, ce que Trotsky entendait par là n'est pas si clair, car il pense toujours que l'État thermidorien est « ouvrier », qu'il est une forme dégénérée de la dictature du prolétariat, et c'est parce qu'il concevait d'abord « Thermidor » comme le retour des classes capitalistes au pouvoir, qu'il a tant tardé à l'acter.

L'exercice effectif du pouvoir par les exploités et opprimés s'est produit entre Octobre et Brest-Litovsk, même si cette première période ne doit surtout pas être prise pour un « âge d'or » et mérite elle aussi un examen attentif (la question de la constituante, par exemple, que je ne développe pas). Le passage du pouvoir à une **bureaucratie**, mélange de militants dévoués, de « *semi-intellectuels loin d'être érudits* » et de profiteurs, est dénoncé par Vladimir Sorine dans *Kommunist* dès mai 1918 : il se demande si ce « *nouveau groupe social* » est déjà au-dessus du prolétariat comme l'est l'appareil de la social-démocratie allemande, et il répond non à cette grave question, mais affirme qu'il « *existe une tendance en ce sens* ».

Pour Sorine à cette date très précoce, nous pouvons donc dire qu'il y avait danger thermidorien, mais que Thermidor n'avait pas encore eu lieu, Thermidor correspondant à ce que le groupe social au pouvoir se dégage pleinement des intérêts prolétariens, les trahisse complètement. Les militants partageant ces inquiétudes se sont, juste après, pleinement investis dans la guerre civile, l'armée rouge, la Tcheka, les réquisitions. « Thermidor » n'avait pas eu lieu parce que le groupe au pouvoir défendait le prolétariat, sinon toujours dans les actes immédiats, du moins de manière globale – notamment en s'engageant dans la construction de l'Internationale communiste.

Cronstadt a porté la menace d'un « Thermidor » par dislocation-implosion de l'État issu d'Octobre, dont la garnison de Cronstadt était, comme toute l'armée, une composante essentielle. Cronstadt ne fut ni le principal soulèvement populaire anti-bolchevik (cette place revient à l'insurrection paysanne de Tambov), ni la principale mutinerie militaire (celle-ci s'est produite en Ukraine au printemps 1919), mais, par sa symbolique et par son emplacement géographique, Cronstadt menaçait directement le centre du pouvoir, dont la réaction fut d'ailleurs, après une courte hésitation, d'une violence extrême. La victoire de Cronstadt aurait entraîné la dislocation de l'État et la reprise de secteurs clés par les blancs et/ou des forces impérialistes (ce n'était en rien une tentative de révolution anarchiste, représentation mythique à laquelle, sur le coup, les anarchistes eux-mêmes n'avaient pas pensé).

Ce « Thermidor à chaud » évité, beaucoup, dont Lénine se demandant s'il ne devait pas en être lui-même l'organisateur (pour mieux le contrôler ??), se sont alors questionnés quant à savoir si un « Thermidor à froid » n'avait pas commencé avec la NEP, mais aussi avec la combinaison entre l'interdiction de tous les partis autres que le Parti communiste, et l'interdiction des fractions en son sein.

C'est bien une bureaucratie qui exerce le pouvoir dans l'URSS naissante de 1921-1923. Mais le rôle de direction en son sein tenu par Lénine, Trotsky et les « vieux bolcheviks », d'une part, et le début de reconstitution d'une classe ouvrière ayant ses revendications, ainsi que le poids des relations internationales dans lesquelles l'État soviétique se trouve en confrontation avec les puissances capitalistes (sauf, dans une certaine mesure, avec l'Allemagne à partir du traité de Rapallo), d'autre part, font que le seuil qualitatif qu'envisageait très tôt Staline, seuil du dégagement complet du groupe dirigeant par rapport aux intérêts prolétariens, ne sera franchi que fin 1923 début 1924.

La politique du front unique ouvrier est ici un élément décisif du diagnostic, ce qui justifie la position « trotskyste » arrêtant les compteurs en 1923-24, et non pas en 1921 comme les courants de la « gauche communiste » germano-hollandaise.

L'évènement clef fut en effet l'échec final de la révolution prolétarienne en **Allemagne** en août-novembre 1923, alors que, pour la dernière fois, l'État soviétique avait tenté d'impulser une révolution prolétarienne effective. Elle fut rapidement suivie de la défaite, bureaucratiquement organisée, de l'Opposition de gauche, puis de la mort de Lénine qui, dans son dernier combat de paralysé, avait tout de même été, avec une grandeur tragique, depuis fin 1922 le premier opposé à cette bureaucratie qu'il avait jusque-là couvée en croyant la gouverner. S'ensuivit encore, courant 1924-25, l'adoption par le PCUS de la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays », rupture explicite avec le programme de révolution prolétarienne mondiale, donc avec les intérêts prolétariens. On peut dire qu'alors Thermidor est accompli.

Mais quels rapports de production internes cette bureaucratie au pouvoir, dégagée des intérêts prolétariens, va-t-elle essayer, dans la réalité et pas dans les discours, de promouvoir ? Nous sautons, du coup, à la seconde focale de Z.M. Kowalewski, centrée sur l'URSS du début des années 1930, aux grandes heures de la « collectivisation », de l'« industrialisation » et de la « planification », et aussi de la famine et de la terreur montante.

1932 et autour.

S'il est évident que le tournant se produit en 1928-1929, au plan méthodologique il me semble que le plein éclaircissement des questions posées par l'article de Z. Kowalewski gagnerait à cerner de plus près l'évolution politique et événementielle de l'URSS.

Si l'on admet que « Thermidor », non au sens d'une « restauration capitaliste » entendue comme le retour au pouvoir de la bourgeoisie capitaliste, mais au sens de la prise d'autonomie totale de la bureaucratie au pouvoir par rapport aux intérêts prolétariens, est effectué depuis 1923-1924, alors doit être expliquée la fuite en avant « vers le socialisme », ou « vers le communisme », la « révolution » par en haut, dans laquelle Staline entraîne la société quelques années plus tard, à partir de la fin des années vingt.

Selon Z.Kowalewski, la « crise de la NEP » voit l'aile stalinienne se rendre compte que « *pour maintenir son pouvoir politique* » elle « *devait s'assurer le pouvoir économique tout entier* ». Cela lui fait instaurer « *l'exploitation militaire des classes moyennes* » (David Rousset, *La société éclatée*, cité par Z. Kowalewski), ou encore, ajouterai-je, « *l'exploitation militaro-féodale de la paysannerie* » (Boukharine au plenum du CC de juillet 1928). La prétendue collectivisation et l'industrialisation sont le moyen d'agrandir la bureaucratie, d'augmenter sa part dans le revenu national et de renforcer son pouvoir, selon la

déclaration de Christian Rakovsky et d'autres oppositionnels de gauche cités par Z. Kowalewski, mais comme il le souligne, ils n'en tirent pas par ailleurs toutes les conséquences politiques – j'ajoute que dès 1923 C. Rakovsky avait pourtant parlé d'une « *classe bureaucratique* », dans une brochure publiée à Kharkiv après son éviction de la direction de la RSS d'Ukraine.

Z. Kowalewski écarte implicitement l'explication trotskyste « orthodoxe » du tournant des plans quinquennaux, à savoir que, confronté à l'offensive des koulaks et spéculateurs bourgeois, permise par les excès droitiers de la NEP, Staline aurait mis en œuvre de manière ultra-rapide, déformée et destructrice, le programme de collectivisation et d'industrialisation de l'Opposition de gauche, tout en en faisant certes tout autre chose, mais tout de même en développant les forces productives d'une manière dont le mode de production capitaliste était bien incapable, surtout à la date de la crise de 1929.

Cette explication, en gros celle de Trotsky, maintient donc l'idée que l'URSS était un « État ouvrier », malgré une déformation bureaucratique de plus en plus menaçante pour son caractère. Mais cette mise à l'écart, justifiée à mon avis, est toutefois, bien qu'évidente, surtout du ressort de l'implicite dans cet article.

Les travaux de Moshe Lewin et de Victor Petrovitch Danilov ont montré que « les koulaks » et leurs tendances capitalistes, après 1917, étaient un mythe partagé par toutes les fractions du PCUS de la fin des années 1920 (trotskystes, zinoviévistes, staliniens, boukhariniens). En fait de « danger koulak » de « restauration capitaliste », existait un danger *paysan*, bien plus large mais différent, résultant non d'un essor capitaliste, mais du sous-développement, et entraînant un risque permanent de pénurie céréalière pour les villes, l'industrie, l'armée, et les régions non céréalières. Ce danger-là devenait « capitaliste » dans la mesure où, en affaiblissant la production et la consommation nationales, il aurait ouvert le pays aux marchandises capitalistes mondiales en cas de levée du monopole sur le commerce extérieur. L'économie interne à l'URSS de la NEP n'était bien entendu pas socialiste, la propriété privée était prédominante et la loi de la valeur déterminait les prix des biens. Staline vend la mèche dans un discours de mai 1928 que cite M. Lewin :

« Il est nécessaire aujourd'hui de se procurer les céréales nécessaires à l'industrialisation, surtout parce que le solde agricole s'est considérablement restreint par rapport à la période antérieure à la première guerre mondiale. »

(...) Les causes de cette baisse proviennent, comme le prouve le tableau de Nemtchinov, des transformations de la structure agraire accomplies entre 1917 et 1920. (...) La seule issue réelle aux difficultés céréalières actuelles est le passage d'une agriculture de petites exploitations paysannes individuelles aux grandes exploitations collectives socialisées. Car, dans les quelques entreprises collectives qui existaient en 1926-1927, le taux de commercialisation de la production céréalière avait déjà atteint presque 40%. »

Texte remarquable. Le problème pour Staline ce ne sont pas « les koulaks », c'est toute la paysannerie, parce que celle-ci a réalisé en 1917-1918 une transformation sociale par laquelle, étant beaucoup moins exploitée, elle vend beaucoup moins de céréales, y compris sur le marché mondial. Ce sont donc les conquêtes paysannes d'Octobre qui sont dans le viseur !

Les « entreprises collectives », en fait camps de regroupement villageois pour extorquer le surproduit des travailleurs de la terre, visaient à financer l'industrialisation par des exportations de céréales, comme à

l'époque de l'essor capitaliste sous le tsarisme. Mais la prétendue collectivisation a déstructuré toute la société, devenue quasi migrante et vagabonde, et la jeunesse rurale a fui les kolkhozes vers les usines et les chantiers, déclenchant un essor industriel forcené, dont l'élan initial puis les ralentissements brusques n'avaient rien de la « planification » officiellement proclamée. Ce premier « grand bond en avant » produit une société spécifique, qui n'est certainement ni socialiste, ni en marche vers le socialisme.

Z. Kowalewski met, de manière passionnante, le focus sur **la résistance ouvrière de la région d'Ivanovo-Voznessensk**, où les soviets sont apparus en 1905, bastion bolchevik en 1917-1918, où le PCUS est rejeté par les ouvriers en 1930-1933, avec des grèves de masse et un début de soulèvement en 1932, détruisant les sièges du parti, de la milice et du Guépéou à Vitchouga, mais pas du soviet encore perçu comme une institution que les ouvriers pourraient reprendre (cf. Jeffrey Rosman, *Workers Resistance Under Staline. Class and Revolution on the Shop Floor*, Harvard University Press, Cambridge-London 2005). En contrepoint de l'idée longtemps acquise selon laquelle les débuts du plan quinquennal avaient malgré tout vu une certaine jeunesse ouvrière s'enthousiasmer pour les nouvelles perspectives, il apparaît que les secteurs de la classe ouvrière ayant les plus importantes traditions d'organisation et de combat s'y sont, elles, opposées autant qu'elles ont pu, et en appelant « *exploitation* » ce qu'ils subissaient.

« C'est alors, au cours de la « révolution d'en haut » stalinienne et du premier quinquennat, qu'entre la bureaucratie d'État au pouvoir et la classe ouvrière les rapports d'exploitation ont été fermement établis (...). Rapports d'exploitation qui sont devenus simultanément les rapports de production dominants. Dans le même temps, le régime stalinien a également introduit deux modes d'exploitation connexes : le mode d'exploitation du travail de la paysannerie kolkhozienne et le mode d'exploitation du travail forcé dans le système des camps [Goulag] ». (Z. Kowalewski ; notons bien, par rapport à la suite, qu'il parle ici de rapports d'exploitation devenant des rapports de production).

Il me semble que Z. Kowalewski ne présente pas les choses aussi simplement que cela serait possible et nécessaire : nous avons affaire à une **généralisation du salariat**, dans lequel la masse de la population, expropriée lors de la prétendue collectivisation, n'a que la vente de sa force de travail comme moyen d'existence (mais c'est là précisément le point qu'il ne veut pas intégrer, nous le verrons), et cette généralisation du salariat se fait sous la menace, la présence et l'ombre toujours présente du travail forcé, sous les formes de celui des kolkhoziens et de celui des *zeks*.

Une société de classe.

L'affirmation de ces rapports sociaux d'exploitation en URSS va de pair avec l'action contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne au plan international, par l'instrumentalisation des partis communistes, créant les conditions de la victoire de Hitler en 1933 et de l'écrasement de la révolution espagnole, d'abord par les staliniens eux-mêmes en 1937, puis par Franco, notamment. Dans le même processus contre-révolutionnaire, Staline va liquider la majeure partie de « sa » propre bureaucratie, celle dont il avait d'abord été le représentant, parce qu'elle comportait trop d'hommes, de traditions et de structures issues de la révolution. Tel le pire des DRH, il renouvelle ses équipes et fait monter des petits jeunes sans attaches autres que l'appareil. Z. Kowalewski fait remarquer que les grandes purges ont d'abord été expérimentées dans des régions asiatiques semi-coloniales extérieures à l'URSS et tenues par l'appareil stalinien : Mongolie extérieure, Tanou-Touva, et même Xinjiang du seigneur de la guerre Chen Shikai, membre du PCUS (de 1938 à 1942).

Quoi qu'il en soit, la formation sociale issue du grand bond en avant stalinien est une société de classe au niveau des rapports de production. Un point d'appui majeur des formulations de Z. Kowalewski réside dans les travaux de l'historien anglais Donald Filtzer, spécialistes de la condition ouvrière en URSS, qu'il cite précisément :

*« Les contours de la structure de classe émergente ont souvent été brouillés au cours de cette période par une énorme fluidité et mobilité sociale. De nombreux membres de l'ancien appareil bureaucratique ont perdu leur poste et même leur vie, tandis que dans le même temps, des dizaines et finalement des centaines de milliers d'anciens ouvriers - dont certains étaient eux-mêmes des recrues récentes issues de la paysannerie décimée - ont intégré l'élite en tant que fonctionnaires du parti et bureaucrates d'État ou en tant qu'administrateurs d'usine. Il est important de réaliser que sous l'apparence du chaos et de la fluidité sociale, de l'effondrement des structures traditionnelles et la formation de nouvelles sous-structures au sein de la classe ouvrière, un **rapport de classe** particulier s'est formé entre la nouvelle force de travail, qui créait le surproduit social, et la nouvelle élite qui l'expropriait. Indépendamment du nombre de membres de la bureaucratie qui sont morts au cours de la campagne contre les « parasites économiques » dans les premières années de l'industrialisation ou pendant les Purges et la Terreur de 1936-1938, et quel que soit le nombre d'ouvriers qui ont intégré l'élite, ce rapport de classe a évolué au cours des années 1930 jusqu'à ce qu'il se solidifie finalement en une forme reproductible, bien qu'historiquement instable. »* (D. Filtzer in *Politics, Society and Stalinism in USSR*, Palgrave-Macmillan, Basingstoke-New York, 1998).

Quel était ce rapport de classe particulier, et en quoi se distinguait-il de l'exploitation capitaliste ? Nous reviendrons sur ces questions décisives après avoir fini le parcours historique donné dans l'article de Z. Kowalewski.

Le grand bond en avant et en arrière.

Celui-ci accorde une place significative aux travaux d'un historien économiste russe, Grigori Khanine, réalisés lors de l'ouverture d'archives en 1991. Selon cet auteur, le taux de croissance réel de l'économie soviétique en 1928-1941 n'a été que de 3,8% par an en moyenne, et non de 14%, ou autres chiffres galopants analogues, comme on l'a longtemps cru. Le grand bond en avant aurait été un grand bond en arrière, avec un recul de 15% à 20% du revenu national en 1928-1932, causé par la catastrophe agricole que fut en fait la prétendue collectivisation, catastrophe à son tour à la fois cause et conséquence des famines - dont le Holodomor génocidaire en Ukraine. Pendant le second plan quinquennal (1933-1937), le revenu national augmente par contre rapidement dans toutes les branches, mais il fléchit lors des grandes purges, et stagne ensuite, y compris en tenant compte des revenus provenant de l'agrandissement territorial de 1939.

Du point de vue de Z. Kowalewski, ces chiffres rectifiés légitiment l'idée selon laquelle la croissance du grand bond en avant stalinien n'aurait été que le fruit de l'exploitation quantitative et extensive des travailleurs, à laquelle correspond dans le capitalisme la production de plus-value absolue, par hausse du temps de travail, intensification du travail, gonflement des effectifs ouvriers, baisse des salaires réels.

Notons au passage qu'ils contredisent ce que croyait Trotsky dans *La révolution trahie* en 1936, sur la croissance énorme des forces productives qu'aurait connu l'URSS, dont il attribue le mérite à la révolution

d'Octobre malgré Staline. Trotsky se faisait donc des illusions, mais est-il vrai que l'URSS ne connaît que régression dans les années trente au plan de la capacité productive ? Certainement pas.

Lors du premier plan quinquennal, où la production matérielle globale était en régression réelle, le taux d'investissement atteignait pourtant le chiffre effarant (que la Chine dépassera dans son propre « grand bond » ...) de 20% du PIB en 1930-1932. Il y a eu à la fois bond en avant de tout ce qui est biens d'équipements, produits semi-finis de l'industrie lourde, matières première et énergie, et aussi baisse du niveau de vie réel des masses et un recul de la productivité individuelle du travail en raison, parfois, de l'épuisement, et, toujours, de l'arrivée à un seuil où c'est la productivité technologique qui doit s'imposer. Ce sont ces investissements qui commencent à être valorisés lors de la croissance réelle du second plan quinquennal, interrompue par les effets délétères des purges – une croissance globale de 3,8% sur la période reste, malgré tout, importante. Dès ce moment-là et jusqu'à Gorbatchev, le problème clef de l'économie soviétique est le passage à une productivité **non pas absolue et extensive, mais relative et intensive**.

On ne peut donc pas résumer le grand bond stalinien par la seule exploitation extensive de la force de travail. Il a rapidement produit une masse importante de moyens de production et d'infrastructures – ce qui s'appelle le capital fixe dans le mode de production capitaliste –, qui nécessitait, et par lui-même permettait, une hausse de la productivité du travail, et il a bloqué longtemps devant cette étape.

A cet égard, la seconde guerre mondiale, par les destructions puis le redémarrage qui l'a suivie, a paradoxalement apporté un ample sursis. L'occupation de l'Europe centrale et orientale en 1943-1945 a en outre permis à la bureaucratie stalinienne de prélever un capital fixe et technologique considérable dans ces pays, contribuant à ce « sursis » en URSS.

Les « démocraties populaires ».

Z. Kowalewski souligne, à propos des pays ayant subi l'« assimilation structurelle », la cassure de toute continuité entre les partis « communistes » au pouvoir et les anciens PC certes stalinisés mais issus de l'Internationale communiste fondée par la révolution d'Octobre. Cette cassure est la plus nette en Pologne, où le vieux PC « historique », le KPP, a été dissous et fusillé en 1938 par Staline : on passe donc ici d'un parti à un autre, tout à fait différent. La différence réside dans le caractère totalement bureaucratique et anti-ouvrier du nouveau PPR (et futur POUP).

Sous des formes moins criantes, la même cassure se retrouve dans tous les États qui se sont ensuite retrouvés membres du Pacte de Varsovie. L'on peut assurément suivre Z. Kowalewski sur cet important constat historique, cela aussi lorsqu'il souligne l'importance des nettoyages ethniques opérés à la naissance de ces États (surtout, là encore, en Pologne, mais pas seulement). J'ajouterai que si nous prenons également en compte les viols de masse (concernant la majorité des femmes), ce « baptême » des « démocraties populaires » par l'épuration ethnique et les viols est aux antipodes de toute révolution et piétine les valeurs réellement antifascistes. Notons que la Yougoslavie de Tito n'est pas logée à la même enseigne, seul pays « communiste » extérieur au bloc soviétique proprement dit, que mentionne Z. Kowalewski, en raison du caractère révolutionnaire de la guerre des partisans.

L'analyse théorique.

Ayant maintenant parcouru la partie « historique » de l'article de Z. Kowalewski, je vais suivre d'assez près la partie plus « théorique » qui tente de traiter de la nature de l'URSS et des « démocraties populaires » en termes de mode de production et de mode d'exploitation (pp. 53-61).

Comment se distinguent les rapports de production capitalistes ?

L'exploitation consistant dans le prélèvement d'un surproduit à l'avantage de la classe dominante, les différents modes de production se distingueraient fondamentalement par la forme de ce prélèvement. Z. Kowalewski cite ici une phrase de Marx au livre I du *Capital*, section IV, section dans laquelle sont introduites les catégories de plus-value et de lutte des classes : « *Seule la forme sous laquelle ce surtravail est extorqué au producteur immédiat, l'ouvrier, distingue les formations sociales économiques, par exemple la société esclavagiste, de celle du travail salarié.* », et il redouble l'interprétation qu'il suggère ici de ce passage, d'une affirmation empruntée à Alain Testard selon laquelle ce serait « *ne rien comprendre au Capital* » que de faire passer « *tout autre rapport pour le rapport fondamental* » que serait l'exploitation du surtravail gratuit produisant la plus-value, un rapport « vertical », ajoute-t-il, d'une classe au-dessus d'une autre.

Nous devons nous arrêter à ces affirmations, dont le classicisme peut dissimuler les biais. Nul doute que c'est en effet un marxisme des plus « traditionnel » qui est affirmé là. Il convient de se demander si Marx par cette phrase entend ramener, par le mot « seule », dans « *seule la forme ...* », toute la différence entre le capitalisme et, par exemple, l'esclavagisme et tout autre mode de production, à la production de la plus-value. Dans ce chapitre du *Capital* qui introduit vraiment la manière dont le travail est exploité dans le capitalisme, manière qui n'est pas apparente puisque dans le fétichisme capitaliste-marchand toute chose est payée à sa valeur et le salaire est le « prix du travail », Marx insiste tout particulièrement, à juste raison, sur le fait que le travail salarié est en fait du travail exploité, comme pour l'esclave, avec une différence fondamentale seulement « formelle ». A-t-il dit ou voulu dire par là que **seule la plus-value** distingue le mode de production capitaliste de tout autre mode de production ? **Certainement pas.**

De fait, pour que le travail salarié produise la plus-value du capital, il faut d'abord que la force de travail ait été achetée par le capitaliste. Il faut donc que tous les travailleurs ne puissent vivre qu'en vendant leur force de travail, ce qui requiert qu'ils ne possèdent, ni individuellement ni collectivement, aucun moyen de production, le sol compris. Il n'y a donc pas de production de plus-value sans le rapport foncier qui exproprie les producteurs directs du sol et des moyens de production : il les place tous en position de simples vendeurs et acheteurs. Ceux, la grande majorité, qui n'ont que leur force de travail à vendre, doivent de gré ou de force essayer d'entrer dans le rapport salarial. Sur cette base le rapport marchand se généralise et domine tous les rapports humains, ce qui ne s'était jamais produit avant le capitalisme, lequel n'est pas issu du marché, mais de ce rapport de classe en quoi consistent, en effet, les conditions de la plus-value.

Mais celles-ci sont chez Marx, on le voit, bien plus larges que la production de plus-value strictement définie. L'unité du rapport d'exploitation et du rapport de production ne saurait donc en aucun cas être entendue comme la réduction du rapport de production capitaliste au seul rapport d'exploitation de la plus-value. Les formes spécifiques au capitalisme sont analysées chez Marx dès la section I, et non pas seulement à partir de la troisième et encore moins de la quatrième section du livre I du *Capital*.

Ainsi, s'il est exact de dire avec Marx qu'en tant qu'exploitation des travailleurs, la production de plus-value ne diffère que par sa forme sociale du travail de l'esclave, autrement dit qu'elle a avec celle-ci une identité fondamentale, il serait par contre tout à fait inexact de prétendre que la seule différence spécifique au mode de production capitaliste, un mode de production historiquement exceptionnel et sans doute le plus spécifiquement déterminé de tous les modes de production humains à ce jour, consisterait dans la plus-value. La plus-value n'existe que par et dans l'ensemble des rapports sociaux foncier, salarial et marchand, qui constituent les conditions d'existence du capital, valeur en progression constante.

C'est en fait sur la ressemblance, plus que sur la différence, entre salariat et esclavage que Marx voulait, dans le passage cité, mettre l'accent de manière frappante. Si l'on souligne, ce que Marx ne fait pas, que la différence entre le capitalisme et les autres modes de production ne consisterait que dans la différence de forme entre la plus-value et les autres formes historiques de surproduit social, alors on ne peut mettre en évidence les différences spécifiques du capitalisme, au contraire on les aplatit en faveur d'une ressemblance somme toute assez formelle entre toutes les « sociétés de classe », alors que le capitalisme est une société de classe d'une espèce unique, dont la finalité n'est pas l'exploitation en soi, mais l'accumulation par l'exploitation.

Sur la primauté des rapports de production sur les forces productives.

Ces précisions étaient nécessaires pour relativiser l'affirmation qui s'ensuit chez Z. Kowalewski, sur la primauté des rapports de production par rapport aux forces productives. On sera bien d'accord avec lui pour récuser le déterminisme des outils et des machines, qui fut souvent considéré comme « le » marxisme, et pour ne pas faire découler l'histoire humaine, de manière mécanique, du simple « essor des forces productives », qui, d'ailleurs, peut être bloqué ou contrarié par les rapports de production, ce qui prouve bien que leur relation est dialectique, et que, plus encore, il y a primauté des rapports de production, c'est-à-dire des relations sociales humaines dans le domaine de la production des moyens d'existence, tout simplement.

Mais ceci doit être entendu en ne réduisant précisément pas les dits rapports de production à la seule exploitation du travail pour lui faire suer la plus-value, mais en les envisageant dans leur totalité globale, présentée par Marx bien avant d'introduire la catégorie de plus-value, dès la première section du livre I sur la marchandise et la monnaie (et l'on rappellera que, justement, Althusser, avancé comme référence de Z. Kowalewski sur cette question de la primauté des rapports de production, proposait de sauter la lecture de cette première section !).

Ayant ainsi posé ce qui précède (unité du rapport d'exploitation et du rapport de production et primat de ce dernier sur les forces productives, mais avec la dimension réductrice que j'ai critiquée), Z. Kowalewski entend apporter trois précisions de la plus grande importance selon lui. Les deux premières sont en fait liées.

Des modes d'exploitation et des rapports de production qui ne sont pas des modes de production.

Première précision : il ne faut pas, comme le font beaucoup d'historiens, confondre entre eux des rapports d'exploitation différents. Est visé ici l'amalgame entre le prélèvement rentier de type féodal et les types étatiques ou tributaires.

Seconde précision : « *tous les modes d'exploitation ne sont pas des modes de production – seulement quelques-uns* ». Concernant l'histoire des modes de production antérieurs au capitalisme, cette seconde précision éclaire en fait la première : alors que l'exploitation étatique tributaire dans l'Andalousie musulmane par exemple y aurait soumis réellement la production en lui donnant un caractère matériel spécifique, à savoir les *huertas* irriguées résultant d'une révolution agricole (les historiens de cette période parlent plus précisément de « révolution culturelle »), l'exploitation par les seigneurs féodaux en Occident n'aurait pas, elle, été « *capable de se soumettre les forces productives* ».

Ces affirmations concernant tant les sociétés musulmanes médiévales, que les sociétés féodales, sont d'une grande imprudence. Les empires omeyyade, abbasides et les États hispano-andalous ont certes révolutionné la culture irriguée dans des territoires bien délimités, mais ils ont aussi prélevé des tributs, et des esclaves, sur des sociétés qu'ils ne prenaient pas en main et se contentaient de pressurer, cela à bien plus grande échelle. Et, d'autre part, les sociétés féodales occidentales ont connu des transformations profondes au niveau de la production (villages, seigneuries, défrichements, assolements), ainsi que la percée des villes et du commerce, et les classes dominantes féodales (seigneurs et clergé) y sont bien pour quelque chose. De plus, cette société féodale-mercantile fut la matrice du capitalisme.

L'histoire nous donne bien divers cas de modes d'exploitation qui ne saisissent pas à la base les rapports de production, y compris des formes de servage et d'esclavage surdéterminés par le capitalisme. Les considérations médiévales et antiques de Z. Kowalewski servent à appuyer l'idée que des modes d'exploitation peuvent ne dominer que « formellement » des modes de production qu'ils n'ont pas déterminés ni modifiés. Ceci renvoie bien entendu à la distinction entre subordination formelle et subordination réelle du travail au capital (Marx, *Chapitre inédit du Capital*). En cas de subordination formelle, les exploiters n'arriveraient à susciter qu'un essor purement quantitatif, ne transformant pas la production matérielle, car n'instaurant pas de production matérielle appropriée aux rapports de production pour lesquels ils font fonction, et n'arrivant pas, si jamais ils le tentent, à révolutionner la productivité du travail. Z. Kowalewski avance ces distinctions pour les appliquer à la bureaucratie stalinienne – peu importe que le rapprochement suggéré ici avec le féodalisme soit pertinent ou non (à mon avis il ne l'est pas).

Sur la place de la concurrence dans le mode de production capitaliste.

La troisième précision réintroduit ce qui avait été évacué par la réduction du rapport de production capitaliste au seul rapport d'exploitation consistant dans l'extraction de la plus-value. Nous apprenons soudain ici qu'il y a dans le capitalisme un autre rapport de production que celui, « vertical », de la plus-value, qui serait **la concurrence entre les capitaux, rapport « horizontal »**.

Cette conception de la concurrence comme un « rapport de production » « horizontal », complémentaire au rapport de production central et « vertical » que serait la plus-value, est une construction théorique qui diffère de la place que tient la concurrence dans le *Capital*, où elle est **le mode opératoire et d'apparition des « lois immanentes » du capital** ; en ce sens elle fait certes partie des rapports de production, mais elle n'est pas un autre rapport de production nécessaire qui viendrait compléter le rapport principal.

Chez Marx, le capitalisme ne consiste pas dans un rapport vertical de classe que compléteraient de part et d'autre des rapports horizontaux : cette description superficielle peut peut-être convenir à certaines sociétés de classe anciennes, mais elle rate la spécificité du capitalisme. Celle-ci, répétons-le, est le caractère de valeur sans cesse grossissante du capital, l'accumulation par exploitation. L'accumulation par exploitation ne peut pas fonctionner s'il n'existe qu'un capital unique, situation théorique qui n'a jamais existé (même en URSS). Son mode de réalisation passe par les multiples capitaux en concurrence sur le marché, qui sont ainsi contraints de faire hausser la productivité du travail, ce qui conduit à l'émergence sociale de la plus-value relative. « Le » capital, qui est accumulation, fonctionne ainsi (avec toutes les conséquences telles que la tendance à la baisse du taux général de profit, etc.). La concurrence en est la manifestation superficielle et le mode opératoire.

Ni plus, ni moins : les faits fondamentaux comme la composition organique du capital social et de chaque branche, le taux de plus-value, la formation du taux général de profit, ses cycles et sa tendance à la baisse, le rôle et le niveau des taux d'intérêts et de la rente foncière, concernent tous « le » capital social total, et se réalisent au moyen de la « concurrence » tout en en déterminant l'ensemble des termes.

Placer la concurrence comme un rapport de production n°2 par rapport à la plus-value rapport de production n°1, ne permet pas de saisir l'unité dynamique du capitalisme, voué à l'auto-accroissement (la « croissance »). Il y aurait d'un côté de l'exploitation, de l'autre de la concurrence, un marché. Le capitalisme ne fonctionne pas ainsi : il consiste dans l'accumulation par exploitation, où chaque capital est poussé par les autres capitaux c'est-à-dire par la concurrence, qui n'est pas une force en soi, ou un principe de stimulation extérieur, mais qui est le mode d'effectuation de l'accumulation. Autrement dit le capital consiste comme tel en de multiples capitaux, la concurrence des capitaux réalise la dynamique et raison d'être du capital : son accumulation (illimitée) par exploitation (limitée).

La concurrence des capitaux, avec la notion (par ailleurs largement fictive) du « marché libre », paraît disparaître avec la fin de la NEP et la genèse de la société « socialiste réellement existante ». J'y reviendrai ; reprenons le fil de la recherche de Z. Kowalewski.

Du capital qui n'est pas du capital ?

Ayant ainsi exposé la série de présupposés théoriques que je viens de critiquer, Z. Kowalewski formule sa thèse principale : « *Le mode d'exploitation introduit en Union soviétique par le régime stalinien, puis dans les États périphériques du bloc soviétique, n'était pas un mode de production.* »

Cette affirmation, du point de vue de son auteur, n'est pas contradictoire avec celle qu'il a formulée plus haut, selon laquelle le mode d'exploitation « stalinien » serait devenu le rapport de production dominant. Ce rapport de production, en effet, ne s'est « *pas soumis les forces productives, ni formellement, ni réellement* ».

Qu'est-ce à dire ? La révolution industrielle a eu lieu sous le stalinisme, nous dit-il, mais elle a été de bout en bout une révolution industrielle de type capitaliste. « *Dans toutes ces forces productives, ce qui se matérialisait, c'était le capital – elles l'incarnaient, mais en même temps elles se trouvaient maintenant dépouillées de leur forme sociale capitaliste.* »

Les « forces productives », ce sont concrètement les moyens de production et les travailleurs salariés. Dire que celles-ci sont du « capital », ce en quoi je suis entièrement d'accord, a un sens précis. C'est dire

que les moyens de production sont ceux que le capital a, précédemment ou à l'étranger, façonnés – singulièrement **la grande industrie, qui n'est pas socialement neutre**, fait fondamental contenu dans le *Capital* de Marx mais « oublié » par le marxisme traditionnel y compris chez Lénine et Trotsky. Et c'est dire que le travail combiné de manière productive avec ces moyens de production est exploité comme travail salarié, le salaire payant la force de travail, avec donc du temps de travail non payé ou **plus-value**.

Il semble que selon Z. Kowalewski, les « forces productives » en URSS stalinienne à la fois matérialisaient le capital et étaient dépouillées de leur forme sociale ... de capital. Par qui ou par quoi une chose aussi extraordinaire serait-elle possible, si ce n'est par la bureaucratie stalinienne ?

Mais n'est-ce pas au contraire celle-ci qui se fait l'agent, le directeur, du développement de ces forces productives, en tant que forces productives capitalistes (tout en les parasitant pour son entretien, phénomène qui n'est pas propre à la bureaucratie stalinienne mais revêt ici une très grande ampleur) ? Autrement dit, beaucoup plus simplement que ce que nous explique Z. Kowalewski : la bureaucratie stalinienne est-elle autre chose que la faisant-fonction du capital ? D'autant qu'il précise que la bureaucratie ne s'est soumise ce capital ni réellement, ni même formellement !

La bureaucratie ne s'est pas réellement soumise ces forces productives capitalistes, nous explique-t-il. Mais elle n'a d'ailleurs pas essayé, devons-nous ajouter : c'est elle qui, tout au contraire, contre la classe ouvrière et en expropriant la paysannerie, les a livrées à un développement accéléré de type capitaliste. C'est la bureaucratie stalinienne qui a mis en œuvre ce type de développement, asservissant toute la population à l'érection d'un monumental parc de capital fixe, vite obsolète en grande partie.

Z. Kowalewski ne pousse pas sa découverte du caractère capitaliste des forces productives en URSS jusqu'au bout : dans l'usine soviétique, nous dit-il, ce ne sont ni la loi de la valeur du capitalisme, ni la planification réelle, que n'était certes pas la planification stalinienne, qui gouvernent. Mais alors quoi ? un ersatz, la coercition bureaucratique.

Un tel ersatz pourrait donc prendre la place de la loi de la valeur, c'est-à-dire de la détermination des prix par le temps de travail socialement nécessaire à la production des marchandises, alors que les forces productives, c'est-à-dire (il faut encore le préciser) les moyens de production (infrastructures, machines) et les forces de travail (du prolétariat salarié), sont, elles, intégralement conformes au capitalisme ? Il faut laisser de côté cet ersatz de vertu « non capitaliste » prêté ici à la bureaucratie. La « loi de la valeur » **prévalait**, a toujours prévalu d'ailleurs, en Russie, les forces productives se développaient à grande échelle sous leur forme capitaliste, et la bureaucratie était le garant et le maître d'œuvre de ce développement : faisant fonction du capital.

Le rapport manquant.

L'idée selon laquelle les forces productives capitalistes seraient dépouillées de leur forme sociale par la bureaucratie, chez Z. Kowalewski, se détermine de la manière suivante : ce qu'elles auraient perdu, et qui les rendrait en somme à la fois capitalistes et non capitalistes, c'est la concurrence, le marché libre, « *le rapport « horizontal » de concurrence entre les capitaux* », remplacé par la coercition. Nous avons là le motif théorique pour lequel n'est pas accordé le caractère de formation sociale relevant du capitalisme, à l'URSS stalinienne : le fait qu'elle ignorerait la réalisation de la survalue (plus-value) sur le marché, et la concurrence des capitaux, et qu'elle aurait été transitoirement déconnectée du système capitaliste

mondial. La concurrence est le rapport manquant qui, pour Z. Kowalewski, interdit de tenir l'URSS pour capitaliste.

Sur le plan théorique, nous avons vu que du point de vue de Marx le mode de production capitaliste ne consiste pas dans 1°) la plus-value, rapport « vertical » de classe du coup similaire aux autres formes d'extraction du surproduit social, et 2°) un rapport de production non central mais indispensable que serait la concurrence des capitaux, « horizontale », sans lequel il n'y aurait pas de dynamique de l'accumulation du capital. En fait, le mode de production capitaliste produit la concurrence des capitaux comme le mode d'apparition et d'effectuation des lois immanentes du capital (l'accumulation par exploitation), lois immanentes qui pour fonctionner procèdent par la concurrence des capitaux motivée par la nécessité de réaliser la plus-value par la vente des marchandises sur le marché généralisé, à la fois conséquence et milieu de la production capitaliste : les multiples capitaux en concurrence sont la forme d'existence du capital.

Il est difficile de prétendre qu'il n'y aurait pas eu d'accumulation par exploitation (de « forces productives » sous la forme, principalement, de capital fixe), dans l'URSS des plans quinquennaux, et donc que, comme l'affirme Z. Kowalewski, ayant perdu leur « *forme sociale* » qui consisterait dans la concurrence, ces forces productives auraient du coup perdu « *leur dynamique de développement* » : il y a bien eu une dynamique de développement du capital dans les sociétés « staliniennes », nous y reviendrons. Cette dynamique ne dépend pas de la concurrence des capitaux en ce sens que c'est elle qui la suscite, et non pas l'inverse.

La place donnée à la concurrence capitaliste est en fait première dans la conception de Z. Kowalewski. Si le capitalisme ne se distingue que par la plus-value, ramenée à une forme au fond non vraiment spécifique du surproduit social, sa dynamique accumulatrice ne peut en effet s'expliquer que par la concurrence, qui devient un *deus ex machina* déterminant – ainsi qu'elle apparaît dans la représentation que s'en font capitalistes et économistes. Chez Marx, c'est la dynamique accumulatrice qui est le propre du capital, et la concurrence en découle comme son mode opératoire, certes nécessaire, mais non pas premier dans le rapport de production. L'URSS du premier plan quinquennal connaît la dynamique accumulatrice et, j'y reviendrai, n'ignore pas la concurrence mais est dominée par la bureaucratie d'État qui lance l'accumulation.

Concurrence et histoire du capital.

Erronée au plan théorique, la place donnée à la concurrence par Z. Kowalewski, et, implicitement, au marché, l'est aussi au plan historique. Il s'appuie sur les analyses de John Brenner et Ellen Meiskins Wood et cite notamment cette dernière : « *Le développement autopropulseur du capitalisme nécessite (...) la contrainte positive de transformer les forces productives, et cela ne se produit que dans des conditions de concurrence dans lesquelles les acteurs économiques sont libres d'agir en réponse à ces contraintes et sont en même temps contraints de le faire.* » (E.M. Wood, *The Question of Market Dependence*).

Mais les conditions de concurrence doivent avoir été instaurées et doivent être produites et reproduites, afin que la « libre contrainte » marche, sinon ça ne marche pas, et tel est bien d'ailleurs le sujet d'une grande partie des recherches d'E.M. Wood, qui montre bien que le marché et la concurrence ne sont pas des facteurs premiers. Aux origines du mode de production capitaliste, la monarchie féodale anglaise centralisée instaure un rapport purement économique entre seigneurs et paysans ; les seigneurs incitent

leurs paysans, futurs fermiers, à vendre sur le marché pour leur payer la rente, un marché locatif prend forme et c'est au terme de ce processus qu'un marché intérieur se constitue avec un prolétariat contraint de vendre sa force de travail pour acheter de quoi vivre sur le marché : ces conditions, apport majeur des travaux de E.M. Wood (voir *L'origine du capitalisme*, Lux, 2009), ne placent nullement le marché, et donc la concurrence sur le marché, ni la concurrence sur le marché en général, ni la concurrence sur le marché des capitaux, aux origines du « *développement autopropulseur caractéristique du capitalisme* », constitué en fait comme produit de luttes sociales et politiques.

Marché et concurrence des capitaux sont des formes certes nécessaires, par où opère l'aiguillon de la course à la productivité sur chaque capital individuel, mais ce ne sont ni les formes initiales de l'instauration du capitalisme, ni des formes qui en assurent automatiquement l'essor continu. Celui-ci, en effet, à tous les moments historiques, connaît le rôle de l'État, qui crée les conditions du marché soi-disant libre et de la concurrence sans entraves des capitaux, tant au plan national (les exemples sont innombrables, de l'encadrement de l'impétueux essor industriel allemand ou japonais par une partie des anciennes classes précapitalistes, aux États-Unis, pays du développement spontané et libre dont les conditions sont en réalité réalisées, à chaque étape, par la contrainte étatique), qu'au plan du déploiement et du fonctionnement des échanges internationaux et du marché mondial dont la formation va avec le système des États et de leurs relations internationales hiérarchisées.

Sur la séparation des travailleurs et des moyens de production en URSS.

Z. Kowalewski accorde à la bureaucratie stalinienne le pouvoir d'avoir « *réalisé l'accumulation primitive* », mais lui dénie la capacité d'instaurer une augmentation de la productivité du travail comparable à ce dont est capable le capitalisme. Mais si elle a réalisé, lors du premier plan quinquennal, l'accumulation primitive, sous la forme contemporaine du capital fixe (machines, moyens de production, infrastructures), par la production de plus-value absolue, c'est bien, en fait, qu'elle a eu la capacité de lancer un processus d'accumulation du capital.

Z. Kowalewski maintient l'idée, héritée de l'orthodoxie trotskyste dont son texte a par ailleurs largement dépassé la méthode, d'une bureaucratie stalinienne **par essence non capitaliste**, pour expliquer ses incapacités. Il lui attribue du coup une incapacité à séparer réellement les travailleurs des moyens de production « *et donc à les forcer à gagner leur vie sur le marché du travail, en vendant leur force de travail comme s'il s'agissait d'une marchandise.* »

C'est exactement **le contraire** qui s'est passé pendant le premier plan quinquennal. La paysannerie est massivement expropriée. Une partie d'entre elle se retrouve surexploitée dans les kolkhozes, une autre partie est déportée, mais la jeunesse des campagnes massivement part vers les villes et les chantiers, en quête d'un salaire : elle a été forcée à gagner sa vie sur le marché du travail, en vendant la seule marchandise qui lui reste, sa force de travail. Le salariat est généralisé sous la pression de la menace du travail forcé, dans les kolkhozes ou dans le Goulag. L'exploitation par production de plus-value absolue (hausse du temps de travail, baisse des salaires réels par l'inflation, surtout hausse massive de l'effectif de la main-d'œuvre) génère du capital fixe et alimente la bureaucratie.

La difficulté, qui apparaît dès le second plan quinquennal, et persistera jusqu'à la perestroïka voire au-delà, à augmenter la productivité du travail, à développer suffisamment la production de plus-value relative, est bien une difficulté à passer à la concurrence des capitaux. Mais elle ne résulte pas d'un

caractère toujours mystérieusement non capitaliste de l'économie soviétique, dans laquelle la main-d'œuvre ne serait soi-disant pas contrainte à vivre de la vente de sa force de travail. Bien au contraire, elle résulte de ce que le premier plan quinquennal a immédiatement créé une énorme armée de réserve de prolétaires, exproprié les petits producteurs, et à partir de là a produit, avec d'énormes faux-frais, un volumineux capital fixe demandant à être mis en valeur. Cette difficulté est une spécificité du type très particulier et très brusque de décollage capitaliste qui a été expérimenté en URSS à partir de 1929. Elle ne fait pas de l'URSS une société non capitaliste, ni déconnectée totalement du capitalisme mondial, mais elle résulte de la contradiction qu'il y avait à imposer une accumulation forcenée du capital dans un pays où, en 1917, grand capital et grande propriété avaient été expropriés.

Marché, concurrence, et plan quinquennal.

Le marché des moyens de production n'est pas censé exister en URSS entre 1929 et les années 1980, et le marché des capitaux (la bourse) n'existe pas. Théoriquement, l'État est le propriétaire unique des moyens de production. Mais cette propriété unique centralisée, qu'on l'appelle « capitalisme d'État » ou propriété bureaucratique unique, ou propriété socialiste, est largement fictive. Des marchés multiples existent.

Un marché du travail : la masse des producteurs n'ayant que leur force de travail à vendre se déplace massivement d'un secteur à un autre, ce que le pouvoir combat par des mesures d'interdiction des déplacements et des démissions, par la présence latente du travail forcé, mesures récurrentes et impuissantes malgré leur violence. Un marché kolkhozien légal, indispensable pour l'alimentation de base dans la plus grande partie du pays. Un marché illégal, mais indispensable et incontournable, d'accords de trocs et de fournitures entre directeurs d'entreprises d'État et administrations locales. Les pots-de-vin et dessous-de-table. Un marché illégal de contrebande avec une pègre résistante et résiliente, toujours présente et qui ressurgira au grand jour sous Brejnev puis Gorbatchev, ayant mangé des branches entières de la bureaucratie, faisant corps avec elle jusqu'au sommet sous Brejnev. Les *nepmen*, connectés à la bureaucratie sous la NEP, n'ont souvent pas disparu et l'existence souterraine de beaucoup d'entre eux, entre pègre et bureaucratie, n'a jamais connu de solution de continuité en plein plans quinquennaux. Les institutions les plus étatiques et les plus contraignantes voient apparaître des poches de gestion quasi privée : un cas célèbre est celui du « patron du Goulag » en Russie du Nord, l'indéboulonnable déporté issu de la pègre Naftali Frenkel.

Les relations avec le marché capitaliste mondial restent décisives, surtout pour les moyens de production les plus technologiques. S'y ajoute l'approvisionnement en marchandises de luxe pour la bureaucratie et son réseau de magasins réservés. S'y ajoutent la contrebande, et bientôt la contrebande de haut niveau sur les matières premières.

« Loi de la valeur » en URSS.

Le fait que les prix sont administrés n'empêche en rien la « loi de la valeur » de prévaloir : les produits sont tous des marchandises, à commencer par la force de travail, et la somme totale de leurs prix tend à osciller autour de la valeur correspondant au temps social moyen nécessaire à leur production ; les prix administrés courent après le prix de production des marchandises, c'est-à-dire leur coût de production plus un profit moyen, avec des écarts et des distorsions plus grands, comme dans les situations de prix de monopoles, que lorsque opère plus souplement la « loi de l'offre et de la demande », et ces écarts ouvrent justement le champ des marchés noirs et gris.

Le « despotisme manufacturier » unique et centralisé, même en admettant (ce qui est faux) qu'il prévalait absolument en URSS, n'abolit en rien ni la loi de la valeur, ni la réalisation concrète directe de la loi de la valeur via le taux de profit général. Les profits des entreprises soviétiques, repris par l'État ou par le ministère correspondant, sont réinvestis après prélèvement de la consommation improductive excédentaire des bureaucrates. Mais la plus-value répartie dans ce profit moyen est plus élevée dans les branches à faible composition organique, autrement dit agriculture, bâtiment, chantiers et certains secteurs industriels comme le textile et les mines, que dans le petit nombre de branches à forte composition organique, où le complexe militaro-industriel tient une proportion écrasante. Le complexe militaro-industriel est précisément celui, sans doute le seul de manière aussi globale, en URSS, où la hausse de la productivité du travail par la technologie, l'application de la science et l'organisation, a été réussie.

Mais un capitalisme « normal » est couronné et unifié par le système du crédit, la bourse et le capital financier, connectés au marché mondial des capitaux. Le capitalisme « soviétique » est en somme acéphale, l'administration bureaucratique des prix et le prélèvement central des profits combiné à l'attribution centrale des investissements, s'y substituant, plutôt mal que bien.

En résumé, comme Trotsky le soulignait souvent, la tendance à l'accumulation privée transpire par « *tous les pores de l'économie planifiée* ». Il faut aller plus loin : la planification a été globalement fictive et, à travers coercition, falsifications des chiffres, débrouille généralisée, marchés légaux, illégaux, interlopes, la tendance, inhérente à l'accumulation du capital, à la constitution de l'économie en système de multiples capitaux en concurrence, est omniprésente. Elle l'est, non pas à l'encontre et malgré la planification soi-disant lancée en 1929, mais sur ses bases et à travers elle, comme son substrat occulte mais dominant. C'est pourquoi l'expression « capitalisme d'État » ne convient pas du tout à la description de cette formation sociale, type particulier de capitalisme sans grands capitalistes et sans capital financier centralisant l'ensemble, remplacés par une bureaucratie parasite faisant fonction du capital.

Ouvriers et entreprises.

L'un des points principaux sur lesquels s'appuie Z. Kowalewski, avec le caractère tronqué de ce capitalisme particulier par rapport au « libre marché », est la situation parfois apparemment avantageuse du salariat ouvrier, et du salariat en général, dans les entreprises, dans la période faisant suite à la mort de Staline, surtout durant l'ère Brejnev : plein emploi apparent, stabilité des emplois dans les usines qui facilitera, ajouterai-je, le slogan des ouvriers polonais en 1980, « *Rendez-nous nos usines* » (titre d'un ancien livre de Z. Kowalewski sur la Pologne de Solidarnosc), sureffectifs pléthoriques.

Ces phénomènes ont été amplement décrits, pour les critiquer, par les économistes soviétiques issus des projets de réforme des débuts de l'ère Brejnev, que l'on retrouve aux origines de la *Pérestroïka*. Robert Brenner, dans une série d'articles parus dans *Against the Current* au début des années 1990 que cite Z. Kowalewski, décrit cette manière fréquente d'« *augmenter l'excédent par l'embauche de nouveaux travailleurs en les équipant de machines* » plutôt que de « *transformer les moyens de production dont chaque travailleur est doté* ».

Cette pratique apparaît en fait dès le premier plan quinquennal, lorsque la jeunesse des campagnes fuyant la prétendue collectivisation frappe à la porte des usines et des chantiers et en impose

pratiquement l'extension, en dehors de toute prétendue planification, puis il est reproduit à chaque étape de l'évolution de l'URSS jusqu'à la fin.

Elle signifierait, pour Z. Kowalewski, que la contrainte économique capitaliste basée sur la séparation des travailleurs et des moyens de production ne fonctionnerait pas, donc que l'économie soviétique, malgré ses « forces productives » tout à fait capitalistes, n'était pas capitaliste, ce qui est tout à fait contradictoire. A la différence de capitalistes « individuels » cherchant à maximiser leurs profits et étant donc conduits à des « économies » de main-d'œuvre, la bureaucratie n'arrivait à maximiser le surproduit social global qu'en essayant d'exploiter tous les travailleurs disponibles, d'où le fameux « plein emploi » soviétique, qui avait cette cause dans ces rapports de production précaires et transitoires et non dans des supposés principes socialistes. Il faudrait donc ne pas parler ici de plus-value produite par l'exploitation de la force de travail vendue, mais de surproduit social issu de l'exploitation des travailleurs recrutés.

Pourtant, c'est bien le salariat, c'est-à-dire l'achat et la vente de la force de travail en vue de l'exploitation de sa valeur d'usage capitaliste qu'est la production de plus-value, que le stalinisme a généralisé, à un degré supérieur à celui du capitalisme « normal » de la même période. Répétons que les forces productives étaient capitalistes, selon le propre diagnostic de Z. Kowalewski, et que les forces productives, ce sont des moyens de production formatés par le capital – la grande industrie –, et des forces de travail humaines prises dans le rapport salarial, fondement du mode de production capitaliste.

Ce salariat « soviétique » généralisé avait des particularités. Tout d'abord, il a été généralisé en corrélation avec une forte tendance au travail forcé, avec les kolkhozes, le Goulag, et les relations ultra-autoritaires instaurées dans les usines et entreprises, typique *despotisme manufacturier* de modèle fordiste. La séparation des travailleurs et des moyens de production est réalisée : l'affirmation selon laquelle elle ne l'était pas est le point le plus surprenant de l'analyse de Z. Kowalewski.

Mais trois facteurs interviennent ensuite dans son évolution en URSS, répliquée avec des variantes dans les « démocraties populaires ».

D'abord, la classe ouvrière continue à lutter, fut-ce de manière dispersée, organique, latente, et elle pèse d'autant qu'elle est énormément agrandie. Il y a des périodes de concessions aux travailleurs, notamment les années 1953-1962, en matière de salaires et de stabilité des emplois.

Ensuite, la pénurie de main-d'œuvre, due à la démographie soviétique telle que les purges, les guerres – et la vodka – l'ont façonnée, pèse très fortement depuis les années 1960 (et ceci ne s'est jamais amélioré). Les travailleurs sont d'autant moins attachés à des moyens de production dont ils sont séparés qu'ils ont tendance à changer d'emploi, à nomadiser, et le pouvoir cherche au contraire à les fixer, par des moyens « barbares » sous Staline, puis par des incitations.

Enfin, et surtout, loin que ce soit un quelconque caractère « non capitaliste » de l'économie soviétique qui engendre, de manière croissante sous Brejnev, les phénomènes de sureffectifs, c'est la tendance à la formation de multiples capitaux, de multiples pôles d'accumulation, qui pousse combinats, usines, entreprises, administrations, à se constituer des stocks, de matériel, de réparations et de constructions que le plan ne leur a pas dévolu (ainsi l'électro-ménager sous Brejnev devient un sous-secteur interlope de la métallurgie), et aussi de main-d'œuvre, comme une sorte de réserve de sécurité pour un éventuel grand plongeon dans la privatisation ouverte, où ces réserves seront bradées et liquidées.

Bureaucrates et multiples capitaux.

Il n'y avait pas de blocage absolu, mais un fort blocage relatif, par rapport au passage à la hausse de la productivité du travail par la technologie, et ce sont bien des moyens de production devant permettre celle-ci qui sont produits à partir de 1929-1930. Le « bond en avant » a consisté avant tout dans l'exploitation absolue de la force de travail, produisant une plus-value absolue et non relative dans les termes de Marx. Dès le second plan quinquennal, la suite « naturelle » de cette accumulation capitaliste lancée par la bureaucratie, faisant fonction du capital, était le double passage à la production de plus-value relative et à la concurrence des capitaux, avec comme corollaire la reconstitution d'un système de crédit et d'un marché des capitaux, et donc une connexion plus poussée au marché mondial - d'où l'URSS n'a en réalité jamais été tout à fait déconnectée : le premier plan quinquennal n'aurait pu opérer sans les importations technologiques américaines. Ce passage signifiait l'éclatement de la bureaucratie.

Z. Kowalewski souligne que les théories sur l'organisation scientifique du travail et de la planification ont occupé une grande place dans les discours de la bureaucratie, couvrant un « *taylorisme arythmique* » caractéristique, et illustrant une sorte d'impasse, d'incapacité à passer à la hausse technologique de la productivité du travail. Cela est vrai, mais incomplet. L'idéologie de la bureaucratie a préconisé précocement, et de manière systématique depuis le début des années 1960, une autonomie accrue de chaque entreprise. A cet égard l'ère Brejnev n'a pas été la « stagnation » dénoncée par celui qui fut l'un de ses cadres, Gorbatchev : tout ce qui est sorti au grand jour dans la perestroïka, à savoir le passage aux multiples capitaux par l'affirmation de chaque centre d'accumulation bureaucratique développé précédemment, couvrait depuis trois décennies, au moins.

La loi d'octobre 1965 sur « *le statut de l'entreprise socialiste d'État* » instaure une autonomie partielle des unités de production (entreprises), dans l'esprit des fameuses propositions de Liberman : un *fonds de stimulation*, proportionnel aux bénéfices et précisément réglementé, leur est accordé, qu'elles peuvent gérer de manière autonome. En outre, depuis 1965, le crédit existe formellement : les entreprises sont invitées à emprunter à des banques d'État spécialisées par branche pour leurs besoins de financement. Ces mesures ne sont pas séparables de la remise en place des nombreux ministères industriels centraux et de l'administration centralisée, qui avait été secouée sous Khrouchtchev, lors de la crise du système ouverte par la mort du tyran en 1953. Deux organes centraux sont pleinement restaurés et confortés : le célèbre *Gosplan*, et le moins célèbre mais tout aussi important *Gossnab*, le Comité d'État aux approvisionnements.

Le système reste étatique et la place du Gossnab dans les fournitures relativise fortement le recours au crédit. Il n'y a donc pas véritablement de marché du crédit, même si les éléments institutionnels et comptables permettant sa mise en place sont d'ores et déjà présents. Dans les fonds de stimulation, l'élément décisif devait être les fonds d'investissements, mais le blocage a résidé dans la quasi impossibilité à trouver du matériel neuf hors plan, et hors distribution centralisée par le Gossnab ... ou le marché noir grandissant.

La recentralisation administrative et l'autonomie de gestion sont généralement considérées comme contradictoires, et le Gossnab a en effet été critiqué en URSS dès 1965 pour les freins qu'il posait à cette autonomie. Mais il importe de saisir l'unité de ces mesures. Le retour massif et assumé à l'appareil administratif de commandement et de gestion et la concession d'une marge de manœuvre ample et sécurisée aux « entreprises socialistes » par la loi d'octobre 65, et aussi aux kolkhozes par ailleurs,

forment un tout, cohérent du point de vue de la bureaucratie en tant que caste parasitant l'accumulation du capital et administrant celle-ci.

Sous l'immobilisme, l'accumulation bloquée comme accumulation étatique globale de capital fixe, cherchant à devenir une accumulation concurrentielle de capitaux multiples. Dans l'immobilité apparente, ce mûrissement va arriver à maturité. Mais il n'en résultera pas l'économie de marché à productivité intensive que les réformateurs disaient vouloir accoucher ...

Par touches successives, les bases de l'accession d'une partie des bureaucrates à l'indépendance économique en tant que capitalistes sont posées : quiconque réfléchissait vraiment, en URSS, pouvait voir se dessiner cette issue à la fois imminente et différée. La *perestroïka* ne sera une rupture avec les années de stagnation que sur le plan du rythme, pas sur celui du contenu : elle poussera à fond les tendances déjà présentes.

Mais ce faisant, elle remplacera la stagnation par l'effondrement : devenir une puissance impérialiste concurrentielle en 1989-1991, sous le déferlement des mouvements ouvriers, démocratiques et nationaux, tout en liquidant les stocks et en suscitant un chômage de masse, en s'intégrant à un marché financier mondial déjà constitué, s'avérera une gageure.

Du plan à Gazprom.

Toutefois, c'est aussi sous l'ère Brejnev que la « solution » partielle à l'insertion du capitalisme russe construit par le stalinisme dans le marché mondial a été posée.

L'opposition sourde et non officielle entre Brejnev et Kossyguine ne portait pas tant sur « les réformes », toujours approuvées par Brejnev, que sur les choix prioritaires des plans quinquennaux. Pour Kossyguine, orienté plus clairement vers le passage progressif aux multiples capitaux, il fallait prioriser les industries légères, les biens de consommation et la recherche. Pour Brejnev passant pour plus conservateur, il fallait prioriser l'industrie lourde, l'agriculture et la défense. Cette option, qui a toujours dominé, est officiellement la seule en vigueur à partir de 1972, mais avec un ajout significatif : les fronts pionniers sibériens.

Aspect décisif : il s'agit de l'exportation des matières premières, avant tout pétrole et gaz. Le ministère soviétique des industries pétrolières et gazières a été lui aussi créé en 1965, l'année du lancement des « réformes » : son instauration relevait de la remise en place des structures étatiques centrales. A partir de 1969 il fonctionne, selon les modalités d'autres réformes prolongeant les précédentes, en créant des unions de gestion et d'administration. Il mène à bien, notamment, la mise en exploitation, très polluante, du gaz et du pétrole de Sibérie occidentale, dont les torchères, comme celles d'Arabie saoudite, se voient de l'espace. Le premier gazoduc dans la plaine de l'Ob date de 1966. Les entreprises Gazprom, en 1989, et Lukoï, en 1991, puis, de manière moins directe, Rozneft en 1993, sont *le prolongement direct* de ce ministère dont tout l'appareil est passé d'un « système » à l'autre. *La continuité est totale* de la principale entreprise d'État innovante de l'ère Brejnev à la plus puissante entreprise privée de la Russie poutinienne.

Les plans quinquennaux à partir de la seconde moitié des années 1970 ont incorporé cette nouvelle donne : la vente de matières premières énergétiques au « monde capitaliste » auquel il faut acheter du blé et avec lequel il faut tenter des transferts de technologie. Brejnev l'« immobile » a donc trouvé, dans

le long terme, l'issue du développement capitaliste « soviétique » : une réinsertion dans la division internationale du travail passant non pas par la hausse de la productivité et la production accrue de branches diversifiées pourvoyeuses d'une importante plus-value relative, mais en position subordonnée, quoique stratégiquement indispensable, d'exportateur de matières premières et d'énergie. Le tout ne pouvant se passer, en termes de puissance, de l'élément militaire. Comme si Brejnev, par-dessus Gorbatchev et Eltsine, avait préparé Poutine !

Une étape vers la compréhension de l'URSS et du XX^e siècle.

Force et faiblesse de l'analyse de Z. Kowalewski.

La force de l'analyse de Z. Kowalewski est la place qu'y tient la classe ouvrière, qui a opéré Octobre 17, s'est fait exproprier politiquement mais a toujours résisté à la bureaucratie, et a dessiné une solution alternative à ce qu'il présente comme une impasse, avec notamment *Solidarnosc* en 1980, celle de la République démocratique autogérée, de l'appropriation sociale des moyens de production.

Toutefois, la mutation de l'URSS, de l'Europe centrale et orientale et de la Mongolie extérieure, en 1989-1991, n'est pas expliquée à partir de son analyse, qui n'en parle guère. L'alternative révolutionnaire, ouvrière, démocratique et socialiste de *Solidarnosc* en 1980 ayant été écartée, il n'y a pas eu de « révolution politique » renversant la bureaucratie, ni de « restauration capitaliste » la renversant aussi de son côté. La bureaucratie a percolé, assez facilement, en un ensemble de pôles d'accumulation. Ses difficultés sont surtout venues de la pression ouvrière (grève des mineurs en 1989) et des mouvements nationaux qui ont fait éclater l'URSS.

Mais ce passage aux multiples capitaux, intégrés au marché mondial non seulement par le commerce extérieur, mais par la bourse et le crédit, n'a pas produit un capitalisme aux branches diversifiées avec une pyramide de PME, mais une oligarchie mafieuse aux capitaux peu productifs, sauf le secteur militaro-étatique et l'exportation des matières premières symbolisée par Gazprom. De la bureaucratie stalinienne à la classe étatico-mafieuse poutinienne, les éléments de continuité sont très forts et très profonds dans tous les domaines, idéologie réactionnaire comprise.

La faiblesse de l'analyse de Z. Kowalewski, qui ne permet guère d'expliquer et d'analyser cette évolution, est qu'elle s'arrête au milieu du gué en ce qui concerne la nature de l'URSS. Effort méritoire de reprise globale de la question, elle hésite à trancher explicitement contre les anciennes représentations trotskystes « orthodoxes ». Il y a, dans tout ce long, riche et profond article, un évitement de la formule clef de cette orthodoxie : l'« **État ouvrier** » qui, même incroyablement « dégénéré » ou « déformé », était quand même toujours, magiquement, « ouvrier », et contenait toujours en lui, telle l'hostie consacrée par la sainte filiation d'avec Octobre, la chair divine.

Il est bien évident que les catégories construites par Z. Kowalewski pour analyser l'URSS et la société issue du premier plan quinquennal **excluent totalement** et avec évidence qu'on puisse appeler cette chose imprévue un « État ouvrier ». Mais ... il ne le dit pas, peut-être parce que cela le forcerait à dire que cet État était capitaliste, bien que d'un genre particulier. Or, cette hypothèse est chez lui exclue : l'URSS et les « démocraties populaires » n'étaient pas et ne pouvaient pas être capitalistes ... tant qu'elles étaient tenues par la bureaucratie, donc par la grâce de la bureaucratie !

Les forces productives développées en URSS à partir des plans quinquennaux, nous explique-t-il, c'était du capital, mais qui avait perdu sa forme sociale de capital, cela parce que la bureaucratie le gérât et commandait. Nous avons là le résidu de l' « orthodoxie ». Si on s'en déleste, tout devient beaucoup plus simple.

Russie, URSS, Russie : résumé.

La dictature du prolétariat, réalisant un bond en avant démocratique pour la majorité, a existé dans la révolution russe, mais aussi dans les révolutions ukrainienne ou finlandaise, en 1917-1918. En Russie elle a subi un premier grand coup avec Brest-Litovsk : la réponse de Lénine est alors ce qu'il appelle, lui, le « capitalisme d'État », avec des relations sociales relevant donc du capitalisme, du commandement fordiste des ouvriers salariés. Mais la lutte pour la vie dans la guerre civile a temporairement résorbé ce début de dégénérescence, puis l'a aggravé, avec une bureaucratie largement grand-russe et héritée de l'ancien État. Le Thermidor à chaud évité lors de Cronstadt, le Thermidor à froid est venu, lorsque la caste au pouvoir s'est totalement détachée du prolétariat en 1923-1924 à travers la lutte des classes au plan international.

Il **n'existe pas** de groupe social suspendu en l'air qui ne soit ni lié à la bourgeoisie, ni lié au prolétariat, et la lutte des classes est **internationale** dans son contenu. Ceci fait que si la bureaucratie ne gouverne plus pour les intérêts généraux du prolétariat, ce qu'elle fait encore plus ou moins jusqu'à l'échec de l'Octobre allemand, alors elle gouverne **pour les intérêts généraux du capital**.

Par conséquent, après quelques oscillations, elle choisit entre la menace interne, ouvrière et paysanne, et la menace externe, commerciale et impérialiste, de lancer un développement capitaliste dominé par elle (par l'État). La société née du premier plan quinquennal, en même temps que la politique de la Comintern favorise la victoire de Hitler en Allemagne, est une société capitaliste spécifique, ayant connu avec la plus grande brutalité accumulation primitive, expropriation des plus larges masses, genèse d'un stock énorme de capital fixe. Avoir fait passer cela pour la construction du socialisme a été l'un des ingrédients de la « réussite », portant **le mensonge** au pinacle de la terrible histoire du XX^e siècle.

A partir de là le problème objectif de cette formation sociale, conformément aux besoins du capital, est de muter en un capitalisme plus « normal » reposant ouvertement sur la concurrence des capitaux et couronné par le crédit et la finance reliés au système capitaliste mondial. Gros problème pour la bureaucratie, car la classe ouvrière plus nombreuse la menace, et parce qu'elle doit éclater dans ce processus. Rétrospectivement, ces contradictions sont visibles dès le second plan quinquennal soviétique. Mais la seconde guerre mondiale et l'expansion en Europe centrale leur donnent un nouveau bail. La mutation aura finalement lieu d'une manière tronquée, dont le principal résultat est le régime poutinien, pilier mondial, mais aux pieds d'argile, de la plus noire réaction.

Donnons une formule de définition.

Il est caractéristique des analyses extrêmement complexifiées de Z. Kowalewski qu'il ne propose aucun terme général désignant la formation sociale stalinienne. « État ouvrier », dégénéré ou déformé, étant implicitement exclu, il écarte d'un revers de main les termes des courants qui n'admettaient plus que cet État fut « ouvrier », à savoir « capitalisme d'État » et « collectivisme bureaucratique ». Je propose de parler **d'État capitaliste dominé par la bureaucratie**, tout simplement, et de caractériser celle-ci comme **une caste faisant fonction du capital** au plan historique et mondial.

Par un paradoxe intéressant, cette conception de la bureaucratie l'envisage toujours, à la manière de Trotsky qui en avait décelé bien des aspects, **comme une caste parasitaire, plutôt que comme une classe** – mais non pas parasitaire des rapports de propriété « socialistes » purement imaginaires (la nationalisation des moyens de production et le monopole d'État du commerce extérieur n'avaient plus rien de révolutionnaire et donc plus rien de socialiste), mais comme parasitaire du capital dont elle a en même temps suscité le développement.

Ce faisant, cette bureaucratie dont tant de traits semblent archaïques, seigneuriaux ou « asiatiques », est aussi assez moderne du point de vue du capital impérialiste et financier, dont les traits parasites vont eux aussi croissant. Dans l'oligarchie poutinienne mais aussi en Chine, dans sa mutation en classe capitaliste, elle s'est greffée très naturellement sur le parasitisme impérialiste et les mécanismes mondiaux de prélèvement financier et rentier (c'est *en 1987* que le jeune Donald Trump passe du parrainage par la mafia « italienne » à la mafia russe, celle-ci, arrivant alors en pompe dans l'immobilier de la côte Est, exportant à sa manière ses capitaux !).

Cela va sans dire, mais il vaut mieux le dire : une analyse, hélas rétrospective, des États staliniens comme États capitalistes, ne remet **en rien** en cause l'essence du combat de Trotsky et de son élaboration programmatique pour la IV^e Internationale.

Les États bureaucratiques en dehors du bloc soviétique.

Outre l'impasse sur la notion d' « État ouvrier », sans nul doute délibéré, cet important article de Z. Kowalewski fait une autre impasse, sur les États du même type en dehors de la zone « soviétique » proprement dite (URSS, Europe centrale et orientale, Mongolie extérieure). Or, la transposition de l'analyse que je présente ici sur ces autres États amplifie fortement les conséquences politiques de l'analyse de la seule URSS et de ses satellites.

Dans son article, seule est mentionnée, en passant, la Yougoslavie, pour signaler, en citant le dirigeant communiste yougoslave Vukmanovic-Tempo, que l'opposition de Staline envers elle venait de sa peur de la révolution. Bien que nées contre la volonté du Kremlin et non par assimilation structurelle comme les autres États d'Europe centrale, **Yougoslavie et Albanie** connaissent, en 1948, sous pression de Moscou et quelques mois avant que Staline ne provoque la rupture en dénonçant Tito, le lancement des « collectivisations » par lesquelles se fait le formatage sur le modèle du premier plan quinquennal stalinien. Et malgré les ruptures successives yougoslaves et albanaises, leur histoire sera associée à celle des pays du Pacte de Varsovie d'Europe centrale jusqu'à la mutation de 1989-1992, prélude à l'écroulement de la Yougoslavie.

États ouvriers ici ? A aucune étape, même si la pression ouvrière et leur origine dans des guerres de partisans a pu avoir des effets dans leurs institutions. La grille d'analyse de la bureaucratie caste parasitaire faisant fonction du capital est nécessaire à l'examen de leur histoire spécifique.

Le cas énorme et décisif où il en est de même, aussi pour comprendre ses énormes particularités, est bien entendu celui de **la Chine**. Il n'y a pas ici la place de développer la formation d'un appareil maoïste, bureaucratique mais non complètement dépendant de Moscou, dans les conditions de la défaite de la révolution prolétarienne en Chine causée par la politique stalinienne, en 1927, ni la manière dont il occupe tout le pouvoir, sauf à Taïwan, en 1948-1949. Le moment clef où se produit ici une réplique du formatage social de 1929-1933 est le « Grand bond en avant » en 1958-1960.

C'est une réplique *en plus grand et en pire* de la prétendue collectivisation. Allant plus loin dans l'aspect soi-disant collectiviste, le grand bond ne laisse pas, après des dizaines de millions de morts par la famine, de structures collectives de travail comme les kolkhozes : les parcelles sont familiales. Cette différence apparente recouvre un point commun, en plus réussi à long terme, celui de la place nette faite pour l'accumulation capitaliste : « *La campagne chinoise des années 1950 et 1960 en général en vint à ressembler au genre d'économie supposée par les théories économiques de développement occidentales -une campagne dans laquelle les résidents ruraux ne pratiquaient que l'agriculture.* » (Roy Bin Wong, *La Chine et l'économie politique de son empire agraire dans l'histoire globale*, in *Histoire globale, mondialisations et capitalisme*, La Découverte, 2009). Les capitalistes chinois qui apparaissent ouvertement sous Deng Xiaoping sont, d'une part, les héritiers des petits chefs mis en place surtout lors du « Grand bond », d'autre part ils proviennent de la diaspora marchande chinoise, le tout sous l'égide d'une oligarchie de milliardaires « rouges ».

La beaucoup plus grande réussite chinoise dans la mue de la caste bureaucratique faisant fonction du capital, en classe capitaliste propriétaire, est la principale spécificité de la forme chinoise de ce phénomène social. Elle va avec le fait que la forme-parti, encadrant la société, et organisant maintenant la classe capitaliste, s'est maintenue, et tente de se renouveler sous Xi Jinping : la bureaucratie n'a pas éclaté, ou plutôt elle a connu des convulsions sanglantes dont l'aboutissant a été « les réformes » de Deng Xiaoping. Il est frappant que les traits étatiques et partidaires « staliniens » aillent de pair avec la réussite capitaliste et les aspirations impérialistes de cette forteresse de l'ordre existant du XXI^e siècle, que le prolétariat chinois et mondial devra abattre.

La **Corée du Nord** est un autre cas d'espèce. L'assimilation structurelle à la façon de l'Europe centrale était loin d'être réalisée lorsque le régime de Kim-Il-sung, encore fragile mais alors plus populaire que celui du Sud du fait de la réforme agraire, se lance dans la guerre de Corée avec l'aval de Staline (dont l'intention était de piéger Mao). L'équivalent objectif de la mise au pas destructrice de la paysannerie est, d'une certaine façon, effectué par les terrifiants bombardements nord-américains en 1950-1953. La collectivisation arrive après, consistant dans la reconstruction sous forme de coopératives, à la main-d'œuvre massivement féminine, sous la gestion des hommes, cadres du Parti du Travail. Cet État est le fruit d'une guerre qui a empêché l'unité démocratique de la nation coréenne, laquelle demeure une question révolutionnaire stratégique dans le monde actuel.

A partir de là, l'analyse en termes de caste bureaucratique parasitaire faisant fonction du capital s'avère d'une fonctionnalité parfaite pour le régime du *Juche*.

Le **Vietnam** est un autre cas de figure encore, dans lequel la question nationale est déterminante. La caste bureaucratique nord-vietnamienne, agent de l'unification nationale du pays et de l'expulsion des puissances coloniales et impérialistes, fait presque penser à Bismarck dans sa manière de procéder par en haut, en dessaisissant les masses et en ralentissant les processus, sauf les processus de contrôle par en haut et de prétendues « collectivisations » : répartition autoritaire des terres en 1952 demandée par Staline et Liu Shaoshi à Ho-Chi-Minh, remise en cause en 1956 ; lancement des coopératives en 1958, « construction du socialisme », confirmant l'entrée du Nord-Vietnam dans le moule forgé en 1929-1933, mais qui confirmait alors la situation d'État croupion du Nord Vietnam.

Mais en janvier 1959, Lé Duan de retour d'une mission secrète au Sud, faisait adopter, pour sortir de cette situation, par le plenum du PTV, la décision de reprendre la lutte armée par infiltration massive du

Sud - objectif défini comme prioritaire par rapport à la soi-disant « construction du socialisme » et décision prise sans en référer ni à Moscou ni à Beijing.

C'est la réunification du Vietnam en 1975 qui voit, après des années de guerre et de mobilisation populaire pour l'indépendance et l'unité nationale, le retour d'une politique « à la stalinienne » en version 1929, en 1977, visant la paysannerie, le petit commerce et l'artisanat. Nous avons là le dernier « grand bond » historique en date, sur le modèle initial de la collectivisation stalinienne, tournant qui concerne aussi le Nord.

Ce n'était pas un pas « vers le socialisme ». Son caractère ethnique et chauvin est frappant : expulsion des Hoas, les « chinois » du Vietnam, composante historique pluriséculaire du peuplement vietnamien qui formaient 60% du prolétariat industriel des mines, des pêcheries et du port d'Haïphong, campagnes anti-chinoises rappelant l'antisémitisme européen, destruction systématique des maisons communes sur pilotis des peuples des montagnes pratiquant l'agriculture itinérante sur brûlis. Nous avons là une prétendue « expropriation du capital » qui remplace le petit capital privé par le capital d'État, étant entendu que le retour aux multiples capitaux et à l'intégration au marché mondial y compris financier, sera, ensuite, bien plus rapide que dans les cas soviétique ou chinois.

Parallèlement, la victoire des « Khmers rouges » au **Cambodge**, en avril 1975, voit une version amplifiée du « Grand bond » maoïste, qui était elle-même, on l'a dit, une version amplifiée du premier plan quinquennal stalinien. Ce crime de masse de dimension génocidaire, commis par une caste militariste composée de fils de dignitaires de l'ancien régime, n'a pas débouché sur une nouvelle formation sociale, mais sur un effondrement, suivi de la reconstitution d'un petit État compradore du Vietnam et de la Thaïlande. Son rôle contre-révolutionnaire et démoralisateur mondial fut considérable.

Au **Laos**, un coup d'accélérateur, venu du Vietnam, fut donné à la « collectivisation » en 1978 (alors que le sol était, avant 1975, propriété royale), entraînant l'exode des montagnards Muongs vers la Thaïlande. La bourgeoisie officiellement « détruite comme classe », la liberté du commerce revient dès l'année suivante, le trafic des bois précieux, de l'opium et du café étant sous contrôle d'État. Ici, le moment « collectivisation », très court, n'a presque ouvertement d'autre rôle que de détruire les structures communautaires anciennes, ouvrant la voie au trafic capitaliste.

Enfin, **Cuba**. A la différence de tous les cas précédents, une révolution tout à fait indépendante du stalinisme est ici le point de départ. Prolétarienne par sa base sociale, elle porte au pouvoir un groupe de guérilleros nationaux-démocrates. La menace impérialiste toute proche et l'opportunité saisie par Moscou, qui achète le sucre cubain, permet au stalinisme de se proposer à la couche au pouvoir comme une issue assurant sa pérennité, donc à la fois de résister aux États-Unis et de résister aux aspirations démocratiques des masses. Le formatage se fait, non sans accrocs, par la formation d'un PC cubain fusionnant l'ancien parti stalinien (qui n'était pour rien dans la révolution) et le Mouvement du 26 juillet. C'est *avant* ce formatage et la tutelle soviétique que se sont produits l'expropriation des compagnies nord-américaine et l'effondrement de la bourgeoisie nationale.

Le formatage économique est lancé pendant le « grand débat » de 1963-1964, opposant les partisans des « stimulants matériels », à savoir une décentralisation faisant sa place au profit d'entreprise, défendue par Charles Bettelheim et les experts « communistes » voyant dans la petite économie cubaine la possibilité d'expérimenter les réformes de Liberman discutées en URSS, et les partisans des « stimulants

moraux », prônés par le Che, avec le soutien d'Ernest Mandel, présent officiellement comme universitaire belge et officieusement comme émissaire de la IV^e Internationale qui se recompose alors en proclamant Cuba « État ouvrier ». Même si Mandel a placé les mots « démocratie ouvrière » et « planification démocratique » dans ses interventions, la ligne « morale » du Che, censée « s'affranchir de la loi de la valeur », légitimait le volontarisme appelant à travailler et encore travailler ... reproduisant à Cuba, bien entendu avec des spécificités, le « modèle » du premier plan quinquennal, donc l'accumulation sous l'égide d'une bureaucratie parasite faisant fonction du capital.

Le cas cubain est le plus « chaud » pour les courants trotskystes, beaucoup ayant tenté de faire alliance avec ce régime ou de s'appuyer sur lui. La nécessité incontestable de défendre, non le régime, mais le peuple cubain, contre le blocus et les menaces impérialistes, ne modifie pas l'obligation d'un retour critique sur cette dernière variante des régimes transitoirement déconnectés du marché des capitaux, sous l'égide d'une bureaucratie faisant fonction du capital.

Au-delà des régimes dont il vient d'être question, il n'y en a pas eu d'autres de ce type, mais, on le voit, ils représentent en fait un phénomène politique et social considérable. Leur rayonnement a en outre suscité des formes politiques qui les ont mimés, dans des États en fait « capitalistes normaux », que certains, comme J. Posadas, ont aussi rajoutés à la liste miraculeuse des « États ouvriers ». Ce phénomène a été massif en Afrique : Angola, Mozambique, Zimbabwe, Zambie, Malawi, Kenya, Tanzanie, Cameroun, Congo-Brazzaville, Éthiopie, Somalie, Érythrée, Madagascar, Guinée. Les régimes nationalistes arabes, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Syrie, Irak, Yémen, ne sont pas allés jusqu'à singer l'étiquette « marxiste-léniniste », car ils reposaient sur une idéologie et un mouvement nationalistes plus étayés, mais, dans la forme de l'État, ils ont reproduit la place du parti unique, le culte du chef, le rôle structurant de la police politique, l'enrégimentement des masses, le contrôle des campagnes et des populations marginales, l'intégration du mouvement ouvrier, le tout en plagiant *consciemment* la forme stalinienne de l'État, en faisant appel à des conseillers et des agents du KGB.

* * *

L'histoire du stalinisme et de tous les régimes « marxistes-léninistes » appartient à l'histoire du capitalisme. En disant cela, nous ne rompons pas avec l'héritage de Trotsky, nous l'approfondissons, ce qui est la seule manière d'être fidèle. Et nous ne nions pas l'existence des spécificités et des particularités, mais nous nous dotons d'une clef pour mieux les comprendre.

De ce point de vue, l'important article de Z. Kowalewski incite fortement à ouvrir le chantier, tout en restant au milieu du gué, dans un entre-deux inconfortable et d'une haute complexité.

Il arrive qu'on ne comprenne des situations qu'avec un très grand retard. Si nous en arrivons aujourd'hui à cette vision globale rétrospective du stalinisme, ce n'est pas principalement par souci encyclopédique. C'est parce que la lutte des classes y pousse. C'est une nécessité, le poids du campisme est toujours là, les reliques staliniennes corrompent trop souvent l'air ambiant. Saisir l'unité mondiale de la lutte des classes au XXI^e siècle de la crise globale du capitalisme, et de la crise globale de la biosphère qu'il a provoquée, exige d'en terminer avec la compréhension de ce que fut le stalinisme et donc de ce qu'est son héritage, à travers tous les États dont il a été question ici, et dans les discussions politiques et clarifications nécessaires, pour l'action.

VP, le 26/07/2021.